

Le budget

sur les produits et services, une toute nouvelle taxe à 7 p. 100?

M. Turner (Halton—Peel): Et la dette?

M. Young (Gloucester): Le député parle de la dette. Nous savons que d'un bout à l'autre du pays les Canadiens parlent de la dette, et que la dette est passée de 170 à plus de 350 milliards de dollars en cinq ans. Pourquoi ne parleraient-ils pas de la dette? Un tel accroissement ne s'était jamais vu au pays. Voilà pourquoi nous en parlons.

La façon employée par le gouvernement fédéral de se débarrasser du problème de la dette, c'est surtout de s'en décharger sur les provinces et les municipalités. Le gouvernement dit: évitons de nous en attribuer la responsabilité. N'essayons pas d'avoir la force, la confiance et la franchise de dire: «C'est notre faute. Nous allons nous en occuper. Nous ne reculerons pas devant la tâche. Renvoyons cela aux dix provinces et aux territoires.»

Compte tenu des défis auxquels nos jeunes doivent faire face aujourd'hui, convient-il de couper dans les programmes d'emploi d'été? Convient-il de dire aux jeunes Canadiens: «N'y comptez pas! Il n'y a pas d'emplois pour vous cet été.»

Qu'advient-il de la recherche et du développement? Comment allons-nous devenir compétitifs? Nous parlons de règles du jeu équitables. Nous imposons une taxe sur les produits et services de 7 p. 100 que notre plus gros concurrent n'a pas. Nous nous enlevons la possibilité de lui faire concurrence selon des règles équitables.

Et que dire du refus du gouvernement de même parler de la crise au Canada atlantique? Comment se fait-il que, malgré le nombre de députés de l'Ouest qui sont assis à votre droite, madame la Présidente, il n'a même pas été question de ce qui arrive aux agriculteurs de l'Ouest?

Une voix: Et aux habitants de la Colombie-Britannique.

M. Young (Gloucester): Qu'advient-il des habitants de la Colombie-Britannique? Le Polar 8 n'était pas seulement un brise-glace, c'était un symbole. Je sais que le premier ministre de la Colombie-Britannique, son ministre des Finances et les habitants de cette province en général seront capables de défendre leur cause non seulement en invoquant la nécessité économique, mais aussi en soutenant que c'est le genre de chose qui contribue à éloigner davantage du reste du pays cette belle province et ses habitants.

Et que dire de la réduction des sommes versées aux provinces pour les soins de santé? Lorsque je suis ici, en Ontario, je lis ce que disent les journaux au sujet des

listes d'attente et des gens qui vont aux États-Unis, ceux qui peuvent se le permettre, pour se faire opérer là-bas. Ils y vont parce que les listes d'attente sont trop longues ici.

Est-ce le moment de dire aux anciens combattants qui ont besoin de soins de santé: «Il vous en coûtera 3 000 \$ par année. Si vous avez un conjoint, cet argent devra être puisé dans votre budget. Vous n'avez pas fait assez pour le Canada. Nous allons vous demander d'en faire un peu plus»? Est-ce là le genre de Canada qui correspond à la vision du ministre des Finances et du gouvernement?

Et la petite entreprise? Au cours des années elle est restée une alliée fidèle de ce gouvernement.

Ce qui m'inquiète, c'est que les députés de la majorité semblent dire que ceux qui soulèvent ces questions n'y comprennent rien. Quel meilleur ami le gouvernement peut-il avoir que M. John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante? Que dit-il de la taxe sur les produits et services? Il la qualifie de cauchemar sur la rue principale.

M. Turner (Halton—Peel): Il aime le budget.

M. Young (Gloucester): Le député dit que M. Bulloch aime le budget. Ce n'est pas du tout ce qu'il a dit. Il ne l'aime pas. Il aime certains aspects, mais il n'aime pas l'ensemble.

La réponse sélective que l'on nous donne, c'est que si nous sommes contre la taxe sur les produits et services et contre ce que fait le gouvernement, c'est que nous ne comprenons pas ce qu'il essaie de faire. Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas à John Bulloch et à la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, qui compte 80 000 membres, l'occasion de lui dire ce qu'ils pensent vraiment de la taxe sur les produits et services?

Pourquoi ne pas aller en Alberta, comme je le ferai le 5 mars pour un débat avec le ministre des Finances, où des centaines de gens auront l'occasion d'assister au forum auquel nous participerons ce soir-là? Le ministre des Finances et moi-même allons dépenser beaucoup d'argent pour aller en Alberta. Ce serait bien que les Albertains soient capables d'avoir une bonne réunion, dans un endroit public, où il n'est pas nécessaire d'être invité et de déboursier 100 dollars.

Ce serait bien si M. Bulloch et mon collègue responsable de l'interpellation venaient à cette réunion, tout comme le chef du Parti réformiste et des représentants du Parti néo-démocrate. Surtout, il faudrait inviter les gens de l'Alberta, pour qu'ils comprennent ce qu'est la taxe sur les produits et services dans l'esprit des conservateurs. Ce serait un acte utile qui aiderait les Albertains et